

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://journal-la-mee.fr/1103-proche-orient-ils-ont-tue-yassine.html>

Proche Orient : ils ont tué Yassine

- Pays (international) - Proche orient, Israël, Palestine -

Date de mise en ligne : samedi 11 septembre 2004

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 31 mars 2004 :

Ils ont tué Yassine

L'armée israélienne (Tshal) a liquidé le cheikh Ahmed Yassine, lundi 22 mars 2004, dans la bande de Gaza, par un premier tir de missile tandis que deux autres tirs tuaient des gens accourus lui porter secours.

Même s'il est vrai que l'homme était le chef du Hamas, un mouvement radicalement opposé à l'existence de l'État d'Israël, et responsable de nombreuses morts civiles à la suite de divers attentats, cette façon de procéder, cette exécution extra-judiciaire, est une provocation de plus du premier ministre israélien Ariel Sharon.

Deuil national

La population palestinienne crie sa colère. Le deuil de trois jours, décrété par Yasser Arafat, est respecté à la lettre. Des funérailles monstres. Les plus imposantes jamais vues à Gaza. En milieu de journée, des centaines de milliers de Palestiniens se sont donné rendez-vous dans le centre-ville pour suivre le convoi funèbre, dans les cris et la fureur. L'occasion pour les Palestiniens de clamer leur douleur et de jurer vengeance. Car ce nouvel assassinat, pas plus que les autres, ne résoudra pas le conflit israélo-palestinien.

Terrorisme d'Etat

Des assassinats ciblés ont été ordonnés depuis plus de trente ans par des dirigeants israéliens contre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), le Djihad islamique ou les Brigades des martyrs Ezzedine Al-Qassam. A chaque fois des civils ont été tués à côté, comme ce fut le cas en juillet 2002, lorsque le fondateur des Brigades, Salah Shéhadé, est tué dans la destruction de son immeuble à Gaza par une bombe d'une tonne larguée par un avion israélien. Dans son ensemble, la société israélienne soutient ces assassinats ciblés, présentés comme un moyen d'accroître sa sécurité, sans se rendre compte à quel point les chefs palestiniens sont soutenus par leur peuple. Celui-ci dépossédé de sa terre en 1948, chassé progressivement des territoires qui restent, privé de tout droit, privé du droit d'avoir un État indépendant et viable, lutte avec l'énergie du désespoir et assiste avec une rage croissante à son enfermement derrière un mur, à des vexations répétées, à des incursions sanglantes.

Les réactions dans le monde

Les pays arabes condamnent l'attitude d'Israël et dénoncent un « terrorisme d'Etat ». Les vives réactions de protestation à travers le monde, des pays de l'Union européenne, de la Russie, de l'ONU, d'Amnesty International, voire de la Suisse et du Vatican, (et on en oublie), masquent difficilement la réaction de Washington qui ne se dit que « profondément troublé » par l'opération israélienne qui est pourtant contestée même ... en Israël ! Et Al-Qaida jure vengeance...

Ecrit le 31 mars 2004 :

Pétition : STOP THE WALL !

Campagne Internationale contre le Mur et pour la Fin de l'Occupation des Territoires Palestiniens

Des paysans coupés de leurs terres et de leurs ressources en eau, des étudiants de leurs universités, des malades de leurs hôpitaux et une population de plus en plus dépendante de l'aide humanitaire.

Telles sont les conséquences des 160 kilomètres de murs déjà construits par l'Etat israélien dans les Territoires palestiniens.

Si rien n'est fait, ce sont 650 kilomètres de murs qui seront achevés d'ici 2005. Il ne sera alors plus possible d'envisager un Etat palestinien viable et indépendant ni aucune perspective de paix dans la région.

Pourtant, en Israël et partout dans le monde, des voix s'élèvent pour dire que la sécurité ne passe pas par le Mur mais par des accords politiques fondés sur la justice et sur le droit.

Alors que les Nations Unies demandent le démantèlement du Mur, le gouvernement israélien ignore cet appel. Il poursuit la construction du Mur, développe la colonisation, planifie l'annexion de nouvelles terres, en violation du droit international.

Nous demandons au Président de la République, au gouvernement, aux députés et aux sénateurs :

- – de se prononcer et d'agir pour l'arrêt de la construction du mur, son démantèlement et la fin de l'occupation des Territoires palestiniens ;
- – d'exiger de l'Union européenne de rendre exécutif le vote du Parlement européen pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël, conditionné au respect des droits de l'Homme ;
- – de reconsidérer la politique française de coopération militaire avec Israël.

Pétitions à faire signer et à adresser à vos élus locaux.
Diffusez la autour de vous !

Organisations signataires :

Membres : AITEC, Association des Palestiniens de France, Association France Palestine Solidarité, Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD, Cedetim, Cemea, CICUP, Cimade, Collectif des citoyens juifs et arabes, CVPR, Enfants du Monde - Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, Forum des Citoyens de la Méditerranée, GREF, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, Palestine 33, Pays de la Loire - Gaza - Jérusalem, Quartiers sans Frontières, Terre des Hommes-France, Union Juive Française pour la paix, Vétérinaire sans frontière, ACAT, Afran Saurel, Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Ritimo, Association pour Jérusalem.

Soutiens : Agir Ici, CRISLA, Fédération Artisans du Monde, La Vie Nouvelle, Peuples Solidaires.

Des copies sur papier peuvent être retournées à : Plateforme des ONG françaises pour la Palestine 14, passage Dubail 75010 Paris.
Courriel : pfpalest@club-internet.fr

Ecrit le 7 avril 2004 :

Menaces de mort

Le 2 avril 2004, le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a laissé planer, une nouvelle fois, la menace d'une élimination physique du dirigeant palestinien Yasser Arafat, tandis que la police israélienne faisait irruption sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Dans plusieurs interviews parues dans la presse israélienne, Sharon a notamment affirmé que le président de l'Autorité palestinienne n'a « aucune assurance » sur la vie, n'excluant pas son élimination. Les commentateurs israéliens jugent ces propos plutôt à usage interne, pour complaire à la base du Likoud, avant un référendum du parti sur le plan de Sharon d'un retrait de Gaza. Les forces de « l'ordre » israéliennes ont par ailleurs assiégé durant une heure la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, troisième lieu saint de l'islam, après des jets de pierres de jeunes Palestiniens. Les policiers ont tiré des grenades lacrymogènes, des grenades à souffle et des billes caoutchoutées faisant une vingtaine de blessés

Ecrit le 28 avril 2004 :

Israël : Ariel Sharon sans retenue

On n'en finit plus de compter les morts lors des incursions israéliennes dans la bande de Gaza. Des activistes palestiniens, c'est sûr, mais aussi un enfant de 11 ans, et des jeunes qui ripostaient à coups de pierres. Des pierres contre les avions, les hélicoptères, les F-16, les Apache, les chars. Les troupes israéliennes ont dynamité à Beit Lahya, dans le nord de la région, un bâtiment qui abritait un centre réservé à l'accueil de personnes handicapées. Les nouveaux décès portent à 3 931 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada en septembre 2000, dont 2 962 Palestiniens et 899 Israéliens. La colère et le désespoir du peuple palestinien ne peuvent que provoquer une catastrophe mondiale.

Encouragé par Washington, Ariel Sharon n'a plus la moindre retenue pour éradiquer toute résistance palestinienne. « Outre la poursuite des assassinats ciblés, ses soldats n'hésitent pas à abattre quiconque redresse la tête contre l'occupation. Il importe pour lui, maintenant, de mettre en oeuvre son plan de désengagement unilatéral consistant à « abandonner » la bande de Gaza et à conforter les colonies les plus importantes de Cisjordanie, tout en poursuivant la construction du mur : la création de bantoustans est en marche, selon une méthode chère aux anciens dirigeants de l'apartheid en Afrique du Sud » dit l'Humanité du 23 avril

Au sein de son parti, le Likoud, certains pensent que Sharon ne va pas assez loin. Un récent sondage effectué par le quotidien Haaretz parmi les membres du Likoud montre que si 44 % d'entre eux acceptent le plan Sharon, 40 % sont contre. Sharon est conforté par la lettre de George Bush qui constitue, pour lui, « une déclaration historique et sans équivoque » à savoir : aucun retour aux frontières d'avant 1967.

Gaza prison

Le premier ministre palestinien, Ahmad Qoreï, a envoyé un courrier à George W. Bush lui demandant de reconsidérer sa reconnaissance tacite des colonies en Cisjordanie. A. Qoreï souligne que le plan unilatéral de Sharon « ne pourra jamais faire de l'évacuation de Gaza une opportunité historique mais seulement une prison ».

L'escalade continue : « J'ai promis il y a trois ans au président (américain) George W. Bush de ne pas porter atteinte à Yasser Arafat, mais je ne suis plus tenu par cette promesse et celui-ci ne dispose plus de l'immunité », a affirmé A. Sharon le 23 avril, provoquant une vague de protestations dans le monde politique international. Le Premier ministre

palestinien Ahmad Qoreï a lancé le lendemain un appel à la communauté internationale la pressant de préserver la vie du leader palestinien. Un tel « acte de folie ne peut que mener la région dans l'abîme et provoquer l'effondrement définitif des efforts de paix ».

George W. Bush n'a pas réagi personnellement. Sans doute continue-t-il à penser, comme il l'a dit le 21 avril, après les assassinats successifs des leaders du Hamas : « le monde entier aurait dû dire « Merci, Ariel ». Maintenant nous avons la chance de pouvoir commencer la construction d'un État palestinien pacifique »

Explosion

En cela, George Bush commet la même erreur qu'en Irak : croire que l'élimination d'une poignée d'hommes peut apporter la paix et la démocratie dans un pays. En Irak la rébellion s'étend, unissant les anciens ennemis (Chiïtes et Sunnites) contre l'envahisseur : la coalition menée par les USA. Samedi 24 avril, la rébellion s'en est même pris au terminal pétrolier de Bassorah, risquant de détruire pour longtemps toute l'économie de l'Irak, et de déséquilibrer le marché pétrolier mondial (avec des répercussions graves sur toute l'économie mondiale)

Selon le Président Egyptien Hosni Mubarak (déclaration au Monde, 21 avril) :

« La première cause du terrorisme, c'est l'injustice. Regardez ce qui se passe en Palestine et en Irak. Là où il y a pression et injustice, il y a terrorisme et attentats.

(...) Ce qui se passe en Palestine touche tous les peuples. Après l'assassinat d'Al-Rantissi il y a eu d'énormes manifestations en Egypte et ailleurs qui réclamaient la vengeance, la guerre... Les gens ressentent une sorte de frustration. C'est le désespoir qui pousse certains à commettre des attentats contre tel ou tel intérêt américain. »

La haine

« Au début, certains considéraient que les Américains les aidaient. Il n'y avait pas de haine envers les Américains. Après ce qui s'est passé en Irak, il y a une haine sans précédent et les Américains le savent. Les gens éprouvent un sentiment d'injustice » dit encore le Président Egyptien. Le monde dort sur une poudrière. Pourvu qu'il ne se réveille pas trop tard .

Ecrit le 4 mai 2004 :

Palestine : non au mur

Le Conseil de Loire-Atlantique, dans sa séance du 29 avril 2004, a adopté un vœu pour l'arrêt de la construction du mur de séparation entre Israël et les territoires palestiniens :

« Le Conseil général de Loire-Atlantique réclame pour les peuples israélien et palestinien les conditions d'un véritable dialogue, préalable à un accord. Celui-ci devra déboucher sur l'existence de deux Etats démocratiques, distincts et en paix, à savoir une Palestine et un Israël tous deux indépendants et tous deux en sécurité.

Israël a engagé depuis 2002 l'édification d'un mur de séparation d'avec certains territoires palestiniens. Cette initiative unilatérale ignore non seulement les frontières internationalement reconnues mais également les réalités économiques et vitales des populations concernées.

Dans notre histoire récente, les murailles artificielles ont montré leur inutilité et leur caractère illusoire, avant d'exploser sous la pression de l'humanité en marche. C'est pourquoi l'assemblée départementale de Loire-Atlantique formule le vœu que soit arrêtée la construction de ce mur de séparation et que soit engagé sans délai son démantèlement. »

Le soleil se lève à 11 heures

Voici, à ce sujet, ce que décrit le correspondant du Monde à Jérusalem (parution le 29 avril 2004, extraits)

Pour Helmut, le gardien de l'hospice Notre-Dame-des-douleurs, « le soleil se lève désormais à onze heures ». C'est seulement à cette heure-là qu'il franchit le sommet des 8 mètres de mur que les Israéliens ont planté juste de l'autre côté de la route, en face du portail d'entrée de cet établissement religieux situé aux confins de Jérusalem, de l'autre côté du mont des Oliviers.

De son bureau, Soeur Marie-Dominique Croyal ne voit plus que ces immenses panneaux de béton gris. Pour la supérieure de Notre-Dame-des-douleurs « ce mur est une catastrophe, car les familles de [ses] cinquante pensionnaires, des personnes âgées, habitent de l'autre côté ainsi que tous les employés. Certains n'ont pas de laissez-passer, alors ils ne pourront plus travailler ».

Le cauchemar a commencé le 11 janvier. Sans prévenir, les engins de travaux publics sont venus mettre en place ce que les Palestiniens appellent « le mur de l'apartheid ». Un long tronçon a été édifié, et, depuis, dit Soeur Marie-Dominique, "on ne peut plus aller faire les courses à Béthanie et les Palestiniens passent par notre propriété pour se rendre à Jérusalem. Ils sont pourchassés par les soldats, qui s'introduisent chez nous et tirent des grenades lacrymogènes. Les gens sont traqués. On ferme les yeux. Que voulez-vous dire ! La vie est déjà tellement difficile pour eux ».

Les yeux brûlés par le soleil

Elle poursuit : « On n'arrête pas de les humilier. On les aligne le long du mur en les obligeant à regarder le soleil. On les fait se déshabiller et on nettoie les jeeps avec leurs vêtements avant de les leur rendre. On ne peut rien dire, rien faire. On ne sait rien. On ne sait même pas s'il y aura une porte dans le mur. C'est clair, on veut empêcher toute circulation et vider Jérusalem-Est".

Soeur Marie-Dominique est écoeurée et se demande comment son hospice va pouvoir fonctionner quand le mur sera terminé. Le mur se met en place inexorablement à l'est de Jérusalem et fera la jonction avec celui édifié autour de Bethléem pour, officiellement, assurer la sécurité des Israéliens. Mais, au pied du mont des Oliviers, le tracé empiète sur les propriétés religieuses qui se succèdent sur le versant oriental. Si le terrain de Notre-Dame-des-douleurs n'est pas touché, ceux des frères passionistes, des franciscains, des orthodoxes, des soeurs de la charité sont tous plus ou moins rognés pour laisser passer « le mur de la honte » comme l'appelle le Père Claudio Ghilardi.

Ce frère passioniste ne décolère pas depuis que, le 6 décembre 2003, en pleine nuit, les bulldozers ont défoncé le mur d'enceinte sans prévenir, « au mépris, dit-il, du concordat entre le Vatican et Israël et des plus élémentaires règles de respect envers un lieu sacré ».

Balafre grise

« Vous voyez cette école des soeurs de la Nigrizia, elle va être séparée de nous, s'emporte cet Italien. Notre communauté est coupée en deux. Et ce terrain, c'est une zone archéologique. Il y a dix-sept citernes et de nombreuses sépultures de premiers chrétiens. Regardez, quatre ont été mises au jour. C'est un délit contre l'humanité. »

Youssef Radouane habite juste en contrebas. Sa maison est pratiquement collée au check-point. Seul un passage de 45 cm a été aménagé. Désormais, il faut faire 17 km en voiture pour rejoindre Jérusalem, alors qu'il en est à la porte.

Chez les filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul, tout le fond de la propriété est désormais barré par le mur. « Que voulez-vous que l'on fasse. On ferme les yeux sur le panorama, dit la supérieure Soeur Joséphine. Un jour le mur disparaîtra. Le Bon Dieu ne peut pas permettre cela. Tant de misère est insupportable. Sharon finira bien par s'en aller. Alors on en vendra les morceaux, comme pour le mur de Berlin. » Soeur Loudy pleure sur son potager anéanti, sur ses citronniers, ses oliviers et tous ses arbres arrachés pour laisser la place à une route poussiéreuse et une barrière qui fend le ciel. « Ils nous ont dit qu'ils feront une porte. Il faudra donc que je demande la clé, et à qui ?, pour aller chercher des figues sur mon figuier de l'autre côté, maintenant. » Les soeurs dirigent un orphelinat et une colonie de vacances et se demandent comment elles feront avec les familles et les employés, qui sont tous de l'autre côté.

Chez les franciscains, d'après le Père Ricardo, plus de 1 hectare a été confisqué. Un peu moins chez les orthodoxes, dont la vue sur le désert de Judée jusqu'à la mer Morte est gâchée par cette balafre grise qui court sur le terrain. « Souvenez-vous d'une chose, dit le père Innokentios, le Moyen-Orient est la terre de l'inattendu. Alors le mur, comme tous les murs, ne peut qu'être détruit. »

En attendant, sa construction continue à grands pas.

Ecrit le 26 mai 2004 :

Arc en ciel et nuages noirs

Palestine : l'opération « Arc en ciel » lancée par Tsahal contre la Bande de Gaza, montre que les ravages d'une sale guerre n'ont pas de limites.

D'un côté une armée avec chars, hélicoptères, véhicules blindés, bulldozers, tanks, missiles ...

De l'autre un peuple chassé de son territoire, avec des pierres et de temps en temps l'arme du pauvre : la bombe humaine.

Partout des civils qui souffrent, femmes et enfants, mais trois fois plus de Palestiniens que d'Israéliens.

Tout le monde a raconté les humiliations permanentes subies par les Palestiniens aux Check-points et ailleurs. Mais on dit que c'est une humiliation qui aurait poussé Tsahal (armée israélienne) à intervenir : l'humiliation d'avoir vu des soldats israéliens à quatre pattes à la recherche des corps de leurs camarades. (c'était le 12 mai 20 : le commandement israélien avait commis l'erreur fatale d'avoir fait transporter des dizaines de kilos d'explosifs en même temps que ces soldats, en dépit des règles de sécurité).

Trois objectifs, au moins, ont été désignés à la campagne militaire de Tsahal : remonter le moral des troupes en reprenant l'initiative du combat. Détruire, avant toute évacuation, les éventuelles caches d'armes en provenance d'Egypte. Et offrir à la hiérarchie militaire, qui garde en mémoire le « cauchemar » de l'évacuation du Liban, une dernière victoire sur le terrain. Le général Moshé Yaalon n'a jamais caché sa volonté de « marquer au fer rouge la conscience des Palestiniens »

Mais il n'y a pas que l'armée : . un groupe de colons extrémistes a attaqué le village d'Huwwara, (sud de Naplouse) ; ouvert le feu sur plusieurs maisons. (17.5.04) . Des affrontements se sont produits à proximité du check-point d'Huwwara, lorsqu'un autre groupe de colons a attaqué des véhicules palestiniens, incendié une maison et plusieurs arbres. (Naplouse, 18.5.04).

Destructions

En trois jours 18,19,20 mai 2004 : une quarantaine de Palestiniens ont été tués (Les chiffres ne sont pas définitifs car les diverses organisations sur place, elles-mêmes débordées, éprouvent d'énormes difficultés à tenir un décompte exact et à identifier tous les corps), une centaine de blessés, une centaine de maisons et d'immeubles détruits, des oliviers déracinés, des boutiques détruites, l'électricité coupée, des canalisations d'eaux éventrées, les hôpitaux inaccessiblesEt pas un seul tunnel trouvé en trois jours, selon un porte parole militaire.

Ces fameux tunnels qui achemineraient des armes en provenance de l'Egypte ? Israël n'en a pas montré ... pas plus que les USA n'ont trouvé en Irak des armes de destruction massive ... Les prétextes ont la vie dure.

Le 20 mai, jour de fête religieuse catholique (l'Ascension), les enfants dépenaillés de Rafah étaient presque tous à l'école, refuge contre l'agression armée. Pieds nus, traumatisés par le bruit des blindés et celui des bombes, ils lançaient comme jamais des « vive Ben Laden ! » et des « vive Cheikh Yassine ! » aussi tragiques que désespérants. Peut-on croire que le marquage au fer rouge, l'humiliation de tout un peuple, peut conduire à la paix ?

Ecrit le 16 juin 2004 :

Comité Palestine Méditerranée du Pays de Châteaubriant : choqué

Notre Comité est choqué de l'attitude des représentants de l'Etat d'Israël qui s'obstinent à ne pas reconnaître les droits du Peuple Palestinien et à nier ses représentants.

Un Etat démocratique ne peut se soustraire à la reconnaissance d'un autre peuple tout-à-fait codifiée dans les résolutions de l'ONU

Les violences, la volonté de destruction, l'humiliation permanente en invoquant sans cesse le terrorisme, sont un système de raisonnement qui encourage les extrémismes pour se donner bonne raison, bonne conscience, détruire physiquement et moralement tout un peuple qui, comme une bonne majorité d'Israéliens, aspire à la paix. Mais une paix qui ne peut s'obtenir que sur les bases des résolutions de l'ONU.

Dénoncer un Etat qui pratique ce que nous énonçons comme une violation des droits fondamentaux, est justice. Confondre cela avec l'antisémitisme, relève du simplisme.

Nous croyons sincèrement que l'amalgame est facile et relève plutôt d'une attitude « jusqu'aboutiste » qui permet l'impunité en détruisant les maisons, creusant des fossés infranchissables, érigeant un mur de la honte sans respecter la future frontière, provoquant une annexion importante du futur Etat palestinien et par là même créant des villes ou des villages ressemblant à des ghettos. Sans compter les morts et les handicapés des deux peuples.

Tout ceci au nom d'une vision rétrograde, prenant souvent Dieu, ou l'histoire, à témoin, ou utilisant la Bible

Comment admettre le silence, ou les voix résignées, des gouvernements du monde, surtout ceux qui se réclament de la démocratie, pour exiger la mise en application des résolutions de l'ONU. Ou alors, pourquoi voter dans ce grand machin ?

Aujourd'hui les Nations Unies doivent s'interposer entre les belligérants, seul moyen de mettre un terme aux idées des faucons qui souhaitent l'extermination ou l'exode de l'autre. Les colonies en sont l'illustration.

Comment l'Europe se comporte-t-elle ? En accordant des facilités commerciales à Israël. Pourquoi être toujours en attente par rapport aux Etats-Unis ? Les intérêts stratégiques sont-ils plus importants que la discrimination ou l'anéantissement d'un peuple ? Où sont les forces du Bien ?

Nous demandons un peu de courage à nos représentants élus : notre sécurité, par cette situation, peut être mise à mal.

Les démocraties ne peuvent se satisfaire de la souffrance de ces deux peuples. Elles ne peuvent attendre que chacun dépasse son amertume et ses haines vis à vis de l'autre qui a droit à sa dignité.

Assez de compassion, il faut agir. La diplomatie citoyenne doit l'exiger de nos dirigeants.

Pour le Comité
Louis David, 9 juin 2004

Ecrit le 30 juin 2004 :

Lettre de Jérusalem

Lettre de M. Abdel Salam ABU R'MEIL , sous-directeur du Collège Ibrahimieh à Jérusalem.

Nous allons bientôt terminer l'année scolaire. L'école reprendra le 1er septembre. Les enfants ont donc deux mois de vacances. Certains vont dans des clubs de loisirs, d'autres aident leurs parents qui travaillent, dans leur boutique par exemple, d'autres encore restent à la maison. Les possibilités sont assez limitées.

En ce qui concerne l'école, nous proposons aux élèves de 7e (5e en France) une petite session de français pendant le mois de juin, trois jours par semaine, avec des visites en ville : centre culturel français, vieille ville, Siloé ... et des activités et des jeux en français et sur la culture française. Il y aura aussi pendant deux mois pour les élèves des petites classes des activités de taikendo et de gym. Mais il est vrai qu'au retour des vacances, quand on demande aux enfants « Qu'est-ce que tu as fait », beaucoup répondent : « J'ai rendu visite à ma tante ou à ma grand-mère » ou bien « je me suis ennuyé »

Ceci concerne Jérusalem qui a un statut un peu privilégié par rapport aux autres villes de Palestine qui sont moins bien équipées et connaissent davantage de difficultés. Souvent les familles n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans un centre (s'il existe) ou ils ont peur de les y envoyer à cause des trajets qui ne sont pas sûrs. Et bien sûr les barrages et les interdictions de circuler limitent beaucoup les visites entre membres d'une même famille, ce qui se faisait beaucoup auparavant.

Rien, rien ...

La situation actuelle n'est pas bonne. On peut dire qu'on ne voit pas la fin du tunnel. Depuis le début de la deuxième intifada, la situation s'est considérablement détériorée et la situation économique est catastrophique. A Jérusalem les effets du mur qui l'encercle se font sentir. Les commerces ne peuvent plus tourner avec les gens des environs qui venaient auparavant. Certains professeurs qui habitent de l'autre côté du mur ne vont plus pouvoir venir l'an prochain. La situation est vraiment incertaine et la vie quotidienne difficile.

Tout le monde sait ce qui s'est passé à Rafah et on ne voit toujours aucune réaction au niveau international. On a l'impression que c'est normal de détruire autant de maisons, d'écraser les serres au bulldozer, de tuer les gens dans les camps. Maintenant on réprime les manifestants par des balles réelles et des tirs d'hélicoptères ? !

On a l'impression qu'il y a deux poids, deux mesures : l'Occident où on peut parler de liberté de circuler, de droits de l'Homme, de liberté individuelle, de droit des peuples, et ici où tous ces mots ne veulent rien dire dans la pratique. Personne ne réagit et si des « résolutions » sont passées à l'ONU, on sait ce qu'il en advient dans leur application concrète.

Aujourd'hui nous nous sentons vraiment seuls. Où est la justice ? Il ne peut y avoir de résolution de ce conflit sans application de la justice. Et tant que personne ne fait rien pour arrêter ce massacre, des deux côtés, on sait que cela touche en même temps l'équilibre de la région et du monde entier.

Nous avons besoin de vous, nous comptons sur vous pour rester fidèles à notre cause, faire connaître ce qui se passe ici, pour qu'enfin des pas concrets soient posés et que nous puissions enfin déterminer nous mêmes notre avenir.

(ndlr : un texte de motion est proposé au vote des conseils municipaux)

06 74 24 13 97

Ecrit le 8 septembre 2004 :

Grève des détenus palestiniens

Le 2 septembre 2004, les détenus palestiniens en grève de la faim depuis le 15 août ont suspendu leur mouvement. Selon Issa Qaraquéa, président de la principale organisation palestinienne de défense des prisonniers, la suspension du mouvement de contestation a eu lieu après obtention de concessions de la part de l'administration pénitentiaire israélienne. Mais celle-ci a démenti toute concession !

Les détenus palestiniens réclament l'arrêt des châtiments corporels et de la torture appliqués par les gardiens de cellule : tabassage, utilisation des gaz lacrymogènes, fouille au corps intégrale, isolement de très longue durée... Ils

réclament également un accès aux soins pour les prisonniers en cas de maladie, l'emploi d'un régime alimentaire adapté à ces malades et l'arrêt de la rétention de médicaments par l'administration.

Les revendications des détenus concernent également le déroulement des visites. Actuellement, au parloir, une vitre et un grillage rendent la visibilité difficile et l'audition quasi impossible. De plus, un prisonnier ne peut voir qu'un visiteur toutes les deux semaines et celui-ci a droit à une fouille déshabillée systématique.

Barbecue

Les autorités israéliennes ont tenté à maintes reprises de casser ce mouvement suivi par 4000 prisonniers, en essayant de faire craquer les détenus. Des barbecues ont été organisés la semaine dernière sous les fenêtres des grévistes de la faim et des informations médicales fausses sur les risques encourus lors de ce type de grève ont été diffusées. Ces différentes campagnes d'intimidation ont entraîné l'indignation de mouvements israéliens pour les droits de l'homme. L'association Physicians for Human Rights-Israel (médecins pour les droits de l'homme) et l'organisation non gouvernementale Adalah ont appelé le gouvernement israélien à apporter des soins immédiats aux grévistes malades et en danger.

Par ailleurs, l'ONU a rappelé aux dirigeants israéliens leurs « obligations relatives à la 4e convention de Genève et du droit international sur les droits humanitaires et la protection des prisonniers ».

La grève de la faim des détenus suscite une série de manifestations de solidarité au sein de la population palestinienne et à travers le monde.
(infos du journal L'Humanité)
